



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2022-2023

RM/JCS

P.V. ECEAT 16

**Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de
l'Aménagement du territoire**

Procès-verbal de la réunion du 29 mars 2023

Ordre du jour :

1. Présentation de la synthèse du 6ème rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
2. Divers

*

Présents : M. André Bauler, M. François Benoy, Mme Myriam Cecchetti, Mme Stéphanie Empain, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Jessie Thill, M. Carlo Weber

M. Georges Gehl, du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Andrew Ferrone, de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA)

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Paul Galles

*

Présidence : M. François Benoy, Président de la Commission

*

1. Présentation de la synthèse du 6ème rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Le représentant du Luxembourg au sein du GIEC présente la synthèse du sixième rapport d'évaluation. Pour les détails exhaustifs de cette présentation, il est renvoyé au document repris en annexe du présent procès-verbal ainsi qu'au site <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>

Dans ce rapport de synthèse, le GIEC constate que le monde est sur la voie du réchauffement climatique. Si le rapport est alarmiste, il souligne cependant qu'il ne faut pas perdre espoir et véhiculer les messages suivants :

- la fenêtre d'opportunité pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C se referme rapidement ;
- le changement climatique est une menace pour le bien-être humain et chaque augmentation du réchauffement climatique intensifiera les risques ;
- le changement climatique entraîne des pertes et des dommages généralisés et de plus en plus irréversibles ;
- il existe de nombreuses options réalisables pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, tant pour l'atténuation que pour l'adaptation, mais elles doivent être mises en place de toute urgence ;
- les décisions que nous prenons aujourd'hui et dans les prochaines années auront des répercussions importantes sur le climat.

*

Suite à cette présentation, il est procédé à un échange de vues dont il y a lieu de retenir ce qui suit :

Monsieur Jean-Paul Schaaf (CSV) est d'avis que la lecture du rapport sous rubrique, et plus précisément celle du « Summary for policy makers » est relativement compliquée, car le document contient un nombre très condensé d'informations. Il regrette que cette lecture soit si hermétique et que les principaux messages du rapport ne soient pas communiqués dans un langage plus accessible au citoyen lambda. En outre, il regrette que le texte n'ait été rédigé qu'en anglais. Il estime que les messages que le rapport entend véhiculer sont si importants qu'ils devraient être facilement compréhensibles par tous. Le représentant du GIEC lui donne entièrement raison et comprend que le texte du rapport puisse être perçu comme indigeste. Dans ce contexte, il renvoie, d'une part, au « Summary for all »¹ qui a été rédigé par plusieurs auteurs du groupe de travail I du GIEC et qui est bien plus intelligible et, d'autre part, à des traductions française² et allemande³ informelles du « Summary for policy makers ».

Monsieur François Benoy (déi gréng) souhaite obtenir des détails sur les changements nécessaires dans les habitudes de consommation alimentaire et dans les pratiques agricoles pour parvenir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 44% (cf. page 12/18 du document annexé au présent procès-verbal). Concernant les habitudes de consommation alimentaire, le représentant du GIEC fait référence à l'expression « sustainable healthy diets » utilisée dans le sixième rapport d'évaluation et qui se base sur une étude conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette étude préconise un régime alimentaire davantage basé sur le végétarisme et, en tout état de cause, moins basé sur la consommation de viande, principalement de viande rouge, importante génératrice de méthane. Concernant les pratiques agricoles, il est important de rendre l'agriculture plus résiliente, en privilégiant par exemple la pratique de l'agroforesterie.

Monsieur Aly Kaes (CSV) est d'avis que le problème principal de la lutte contre le changement climatique est la manière de transposer les mesures nécessaires. En effet, il estime qu'aucune avancée en la matière ne pourra être faite si une action globale au niveau mondial n'est pas mise en place. Ainsi, il est exclu que le Luxembourg agisse seul, alors que beaucoup d'autres pays ne participent pas, ou pas suffisamment, à l'effort collectif. L'intervenant ajoute une dimension d'équité sociale à cette problématique et rappelle qu'il n'existe aucune solution miracle, alors que chaque solution est susceptible d'engendrer un nouveau problème.

¹ https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/outreach/IPCC_AR6_WGI_SummaryForAll.pdf

² https://plateforme-wallonne-giec.be/assets/documents/AR6-SYR_msg_inform_FR.pdf

³ https://www.de-ipcc.de/media/content/Hauptaussagen_AR6-SYR.pdf

Pour finir, il mentionne qu'il est bien souvent difficile de convaincre les citoyens de faire plus d'efforts dans la lutte contre le changement climatique et se demande par quels moyens les persuader de l'importance d'agir, alors que, selon lui, une politique climatique qui punit et qui interdit est vouée à l'échec.

Madame Martine Hansen (CSV) rejoint cette prise de position et, tout en affirmant qu'une action est effectivement nécessaire dans la lutte contre le réchauffement climatique, prône également la prise en compte des efforts (ou, le cas échéant, de l'absence d'efforts) réalisés par les autres pays, tout en gardant à l'esprit la bonne santé de notre économie.

Madame Myriam Cecchetti (déi Lénk) est d'avis que chaque pays doit faire des efforts individuellement et regrette que certains d'entre eux ne jouent pas le jeu. Il faut en outre, selon elle, garder à l'esprit la remarque de Monsieur Aly Kaes sur l'équité sociale.

Madame Stéphanie Empain (déi gréng) s'indigne contre l'esprit fataliste de certaines personnes. Elle donne à considérer qu'il n'est plus acceptable de penser que l'on ne peut pas faire grand-chose pour améliorer la situation et que les responsables politiques doivent faire preuve de courage et ne pas douter du bien-fondé de leurs actions, sans quoi ils n'auraient effectivement pas les moyens de persuasion nécessaires envers la population.

Elle est en outre d'avis que le Luxembourg n'est aucunement seul dans sa lutte contre le réchauffement climatique, mais qu'en tant qu'État membre de l'UE, il bénéficie de l'impact positif de cette collectivité.

Le représentant du Luxembourg au sein du GIEC corrobore le fait que le Luxembourg à lui seul ne peut pas résoudre tous les problèmes et qu'il faut évidemment trouver une solution globale. Pour autant, il donne à considérer que chaque pays doit apporter sa contribution et que toute contribution, même petite, est essentielle. Il ajoute que le rapport du GIEC évoque les questions d'équité sociale et insiste sur le fait que les mesures implémentées doivent tenir compte de ce critère (aux niveaux national et international).

Madame Stéphanie Empain souhaite savoir de quelle manière il est possible de prouver scientifiquement que certaines des mesures mises en place commencent à porter leurs fruits, alors que d'autres, pas encore. L'expert luxembourgeois du GIEC donne à considérer que plusieurs scénarios ont été mis en place et modélisés (scénario avec des émissions de GES très élevées, scénario avec des émissions de GES élevées, scénario avec des émissions de GES intermédiaires, scénario avec des émissions de GES faibles et scénario avec des émissions de GES très faibles). Ces scénarios permettent de probabiliser les risques physiques potentiels liés au changement climatique. Il cite l'exemple du scénario avec des émissions de GES très élevées qui se base sur l'hypothèse de l'absence totale d'implémentation de politique climatique à l'échelle mondiale. Dans ce contexte et alors que beaucoup de pays ont *de facto* d'ores et déjà mis en œuvre des politiques climatiques, le GIEC est d'avis que ce scénario est aujourd'hui hautement improbable, sauf en cas d'effet boomerang encore inconnu d'un point de vue météorologique.

À une question afférente de Madame Jessie Thill (déi gréng), il est répondu que les technologies devant être mises en place pour permettre la réduction des émissions de GES existent d'ores et déjà, mais doivent cependant encore être optimisées afin de pouvoir être utilisées à grande échelle.

Suite à une intervention de Madame Myriam Cecchetti, il est confirmé qu'au niveau mondial, le secteur des transports représente quelque 15% des émissions totales de GES.

Madame Martine Hansen souhaite obtenir des informations sur le piégeage et le stockage du dioxyde de carbone (« *carbon capture and storage* »). Il est, dans ce contexte, souligné qu'il existe deux types de séquestration du carbone : la séquestration industrielle (ou artificielle) et

la séquestration biologique (ou naturelle). Le rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C (« Global Warming of 1.5 °C ») publié en 2018 avait, lors de sa parution, été critiqué car il avait été considéré comme trop optimiste par rapport à cette technologie, dont le potentiel exact n'est, à ce jour, pas connu. En effet, si d'un point de vue technologique il est aujourd'hui théoriquement possible de piéger et de stocker du CO₂, il reste cependant de nombreux problèmes à résoudre avant que cette technique ne puisse être utilisée à grande échelle.

Suite à une question de Monsieur Jean-Paul Schaaf, il est précisé que le GIEC considère que les bénéfices théoriques que l'énergie nucléaire pourrait apporter dans la lutte contre le réchauffement climatique sont trop faibles, trop coûteux et trop risqués.

Madame Cécile Hemmen (LSAP) s'interroge sur les effets du réchauffement climatique sur la reconstitution de la couche d'ozone. En rappelant que l'élimination progressive quasi-complète des substances nocives a contribué de façon notable à la préservation et à la reconstitution de la couche d'ozone, l'expert du GIEC confirme que le Protocole de Montréal est en train de porter ses fruits. Il ajoute cependant qu'il existe une interaction entre réchauffement climatique et reconstitution complète de la couche d'ozone, bien qu'*a priori* seule la survenance des scénarios les plus pessimistes en matière de réchauffement climatique pourrait avoir comme conséquence une dégradation du niveau de l'ozone.

Suite à une autre question de sa part, il est précisé que le GIEC est très précautionneux à l'égard des projets de géo-ingénierie. En effet, s'il est théoriquement possible de faire baisser la température moyenne de la planète par le recours à ce type de technologie, l'absence de connaissance des effets secondaires de la géo-ingénierie fait craindre un possible effet boomerang. Le GIEC craint donc que « jouer à l'apprenti-sorcier » à grande échelle en modifiant les mécanismes d'autorégulation du système climatique ne s'avère dangereux.

Suite à une question afférente de Monsieur Jean-Paul Schaaf, le représentant du Ministère donne à considérer que le Gouvernement luxembourgeois, de même que ceux des autres pays membres de l'UE, est en train de mettre à jour son plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030 (PNEC) et devra, dans ce contexte, respecter les objectifs du programme « Fit for 55 » et, par là même, indiquer comment le pays réduira ses émissions de 55% par rapport aux niveaux de 2005 et comment il atteindra une part de 25% d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute d'ici à 2030. À noter que l'avant-projet de mise à jour du PNEC est en cours de finalisation et sera présenté aux membres de la Commission dès qu'il aura été entériné par le Conseil de Gouvernement.

Après avoir rappelé que le Luxembourg et le royaume du Danemark ont conclu un accord sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive (UE) 2018/2001, Monsieur André Bauler (DP) déclare qu'il faudrait privilégier le fait que davantage d'efforts soient réalisés sur le territoire national. Dans le même ordre d'idées, Monsieur Jean-Paul Schaaf aurait préféré qu'un accord de ce type soit signé avec un pays moins développé, comme par exemple le Cap-Vert, plutôt qu'avec le Danemark. Il regrette que ces accords ne soient possibles qu'entre États membres de l'UE.

Suite à une autre intervention de Monsieur Jean-Paul Schaaf qui est d'avis qu'il serait important que les enfants soient informés de la situation d'urgence climatique dès leur plus jeune âge, il est encore précisé qu'aucun contact formalisé n'a été pris avec le Ministère de l'Éducation nationale. Pour autant, plusieurs établissements scolaires se sont mis en rapport avec les experts climatiques et se sont déclarés intéressés par d'éventuels événements relatifs à la thématique.

2. Divers

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 18 avril 2023

Procès-verbal approuvé et certifié exact



Sixth Assessment Report

Synthesis Report

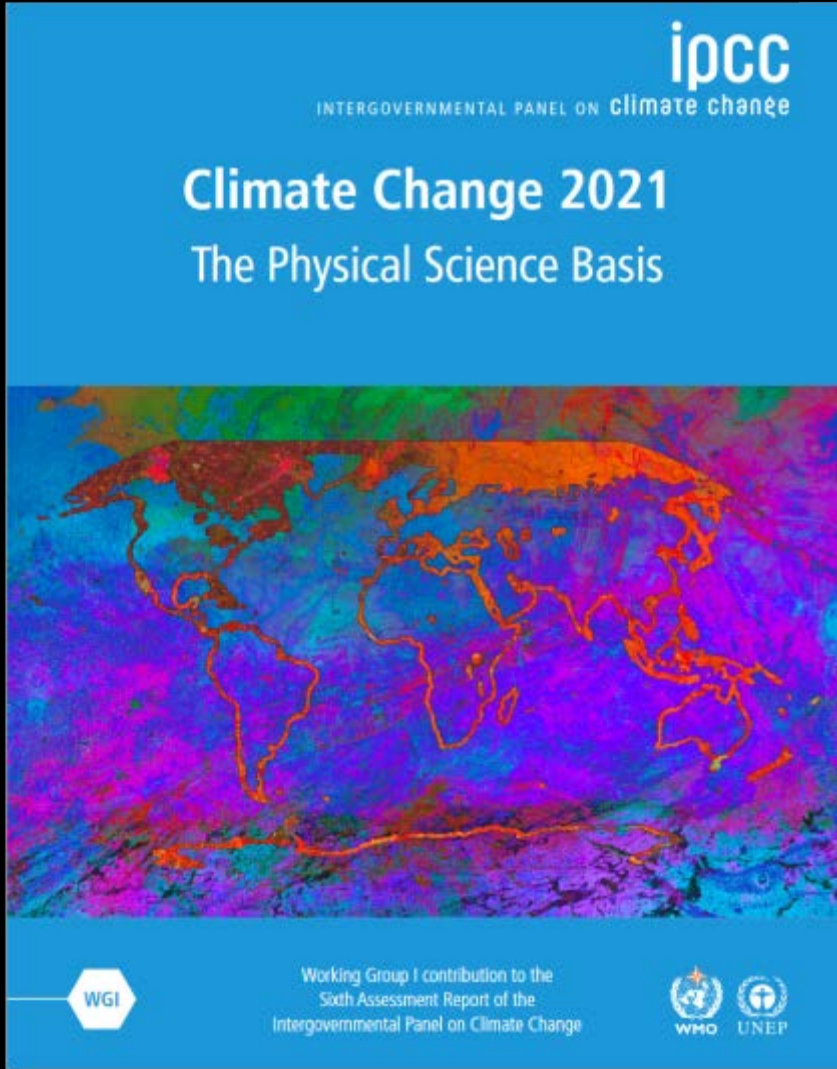
Dr. Andrew Ferrone

Administration of Technical Agricultural Services

Based on slides by the chair of the IPCC

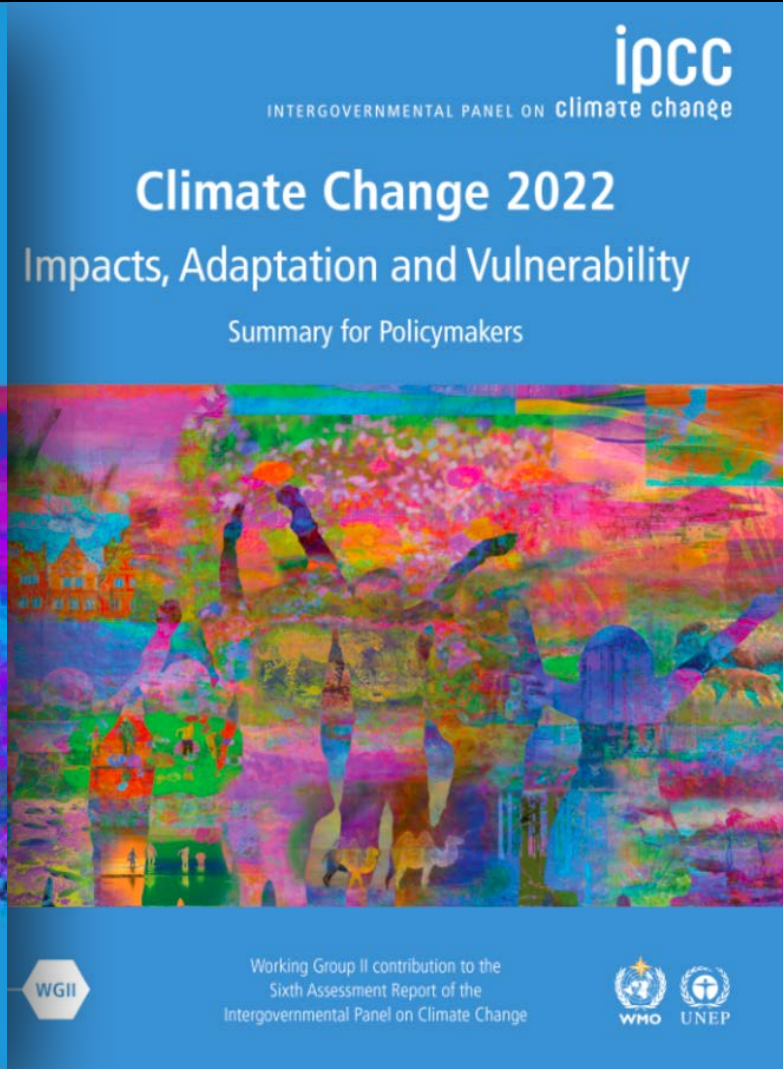
The State of Knowledge about Climate Change

WGI



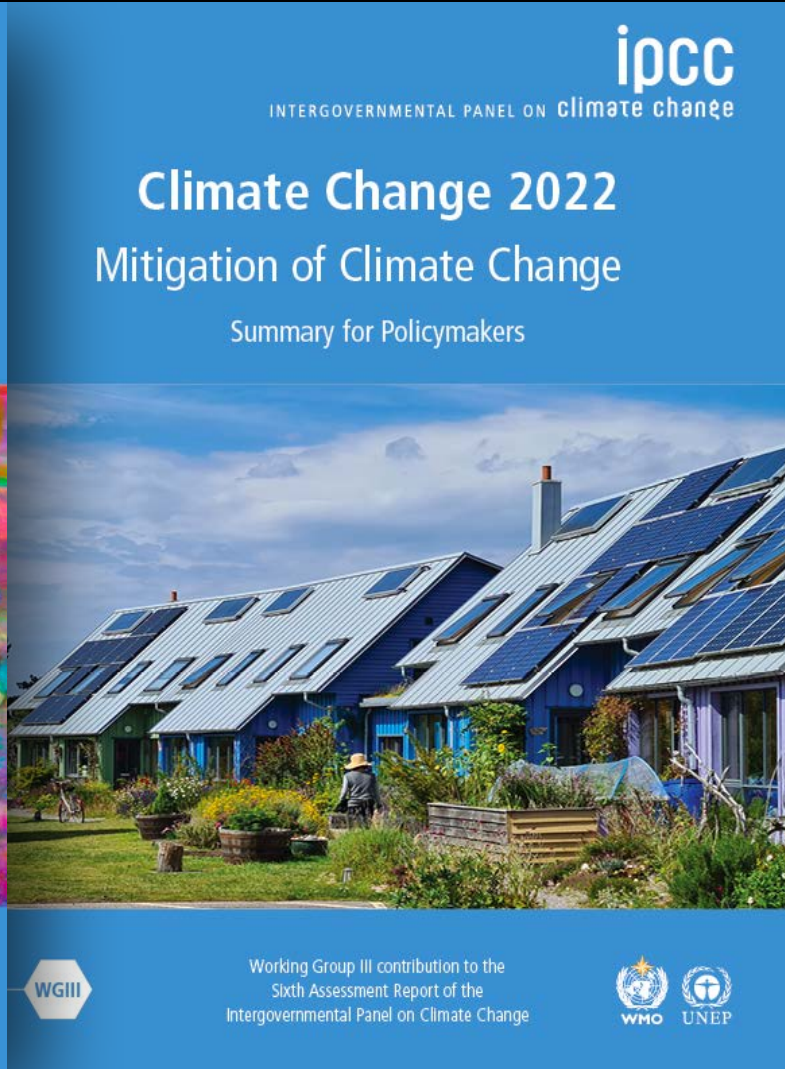
AR6 Climate Change 2021:
The Physical Science Basis

WGII



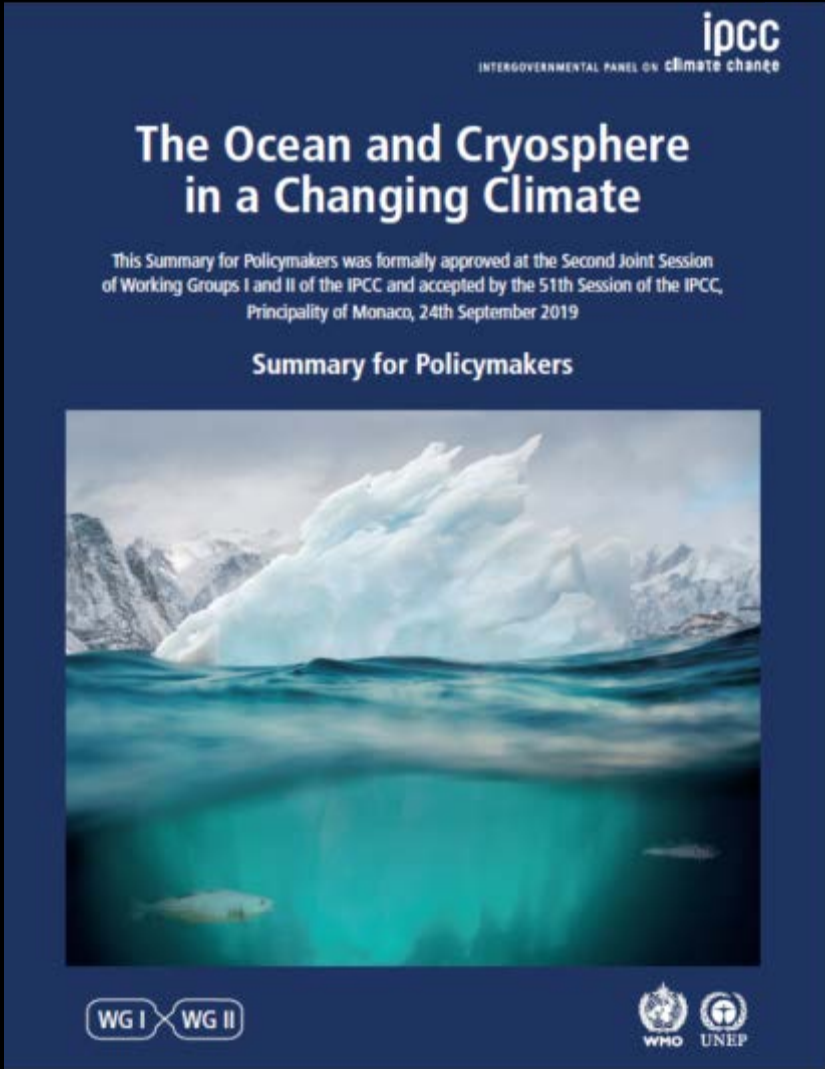
Climate Change 2022:
Impacts, Adaptation and
Vulnerability

WGIII

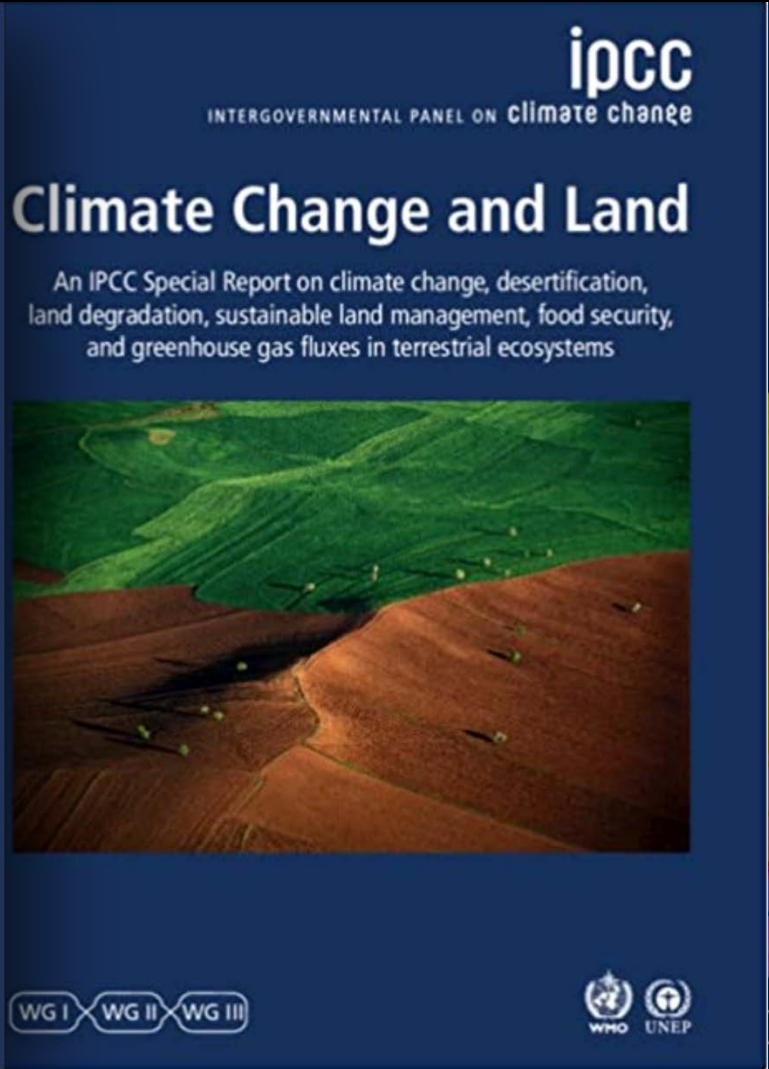


Climate Change 2022:
Mitigation of Climate Change

Special Report



Ocean and Cryosphere in a
Changing Climate



Climate Change and Land



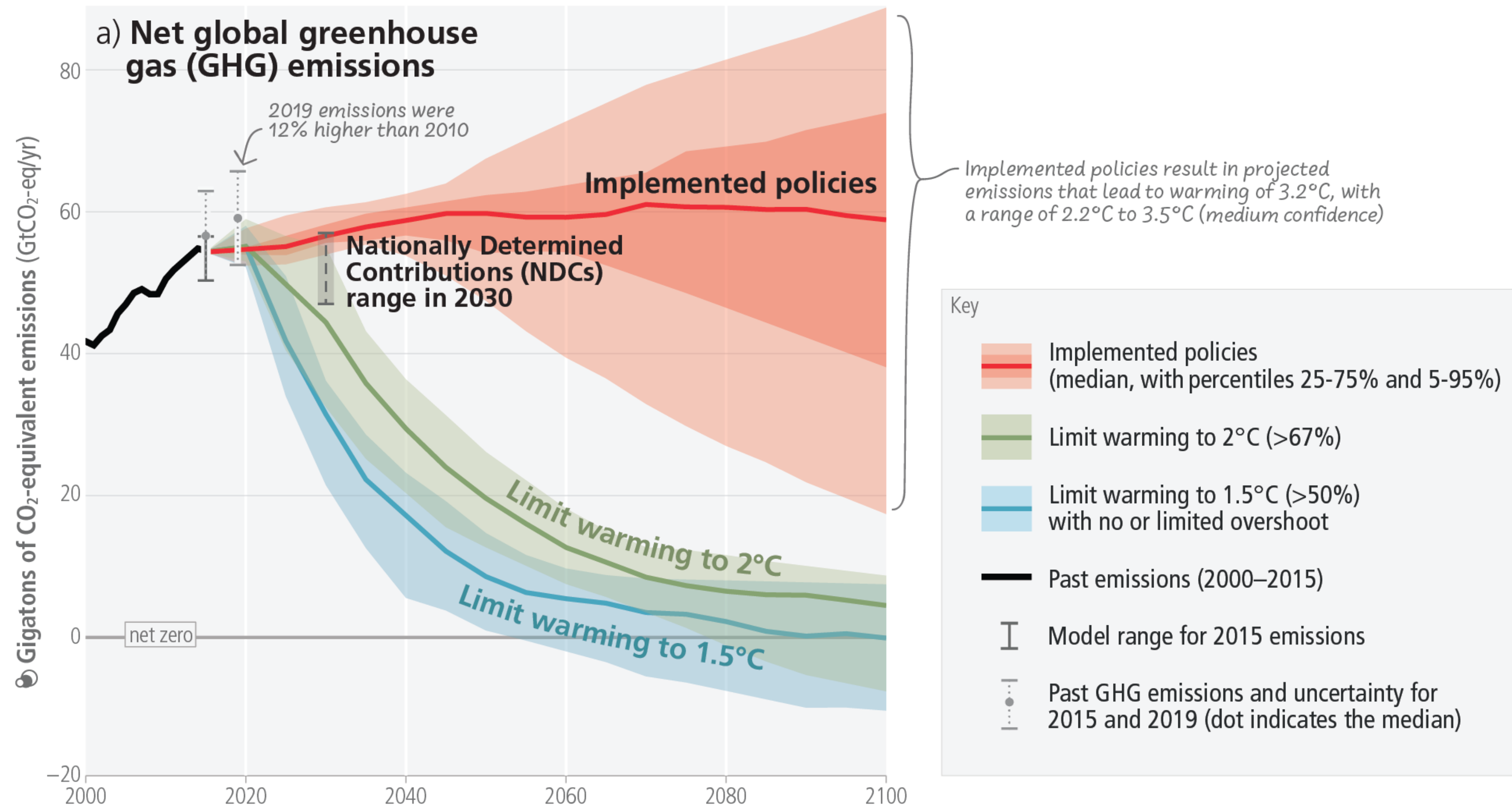
Global Warming of 1.5 °C

The warning

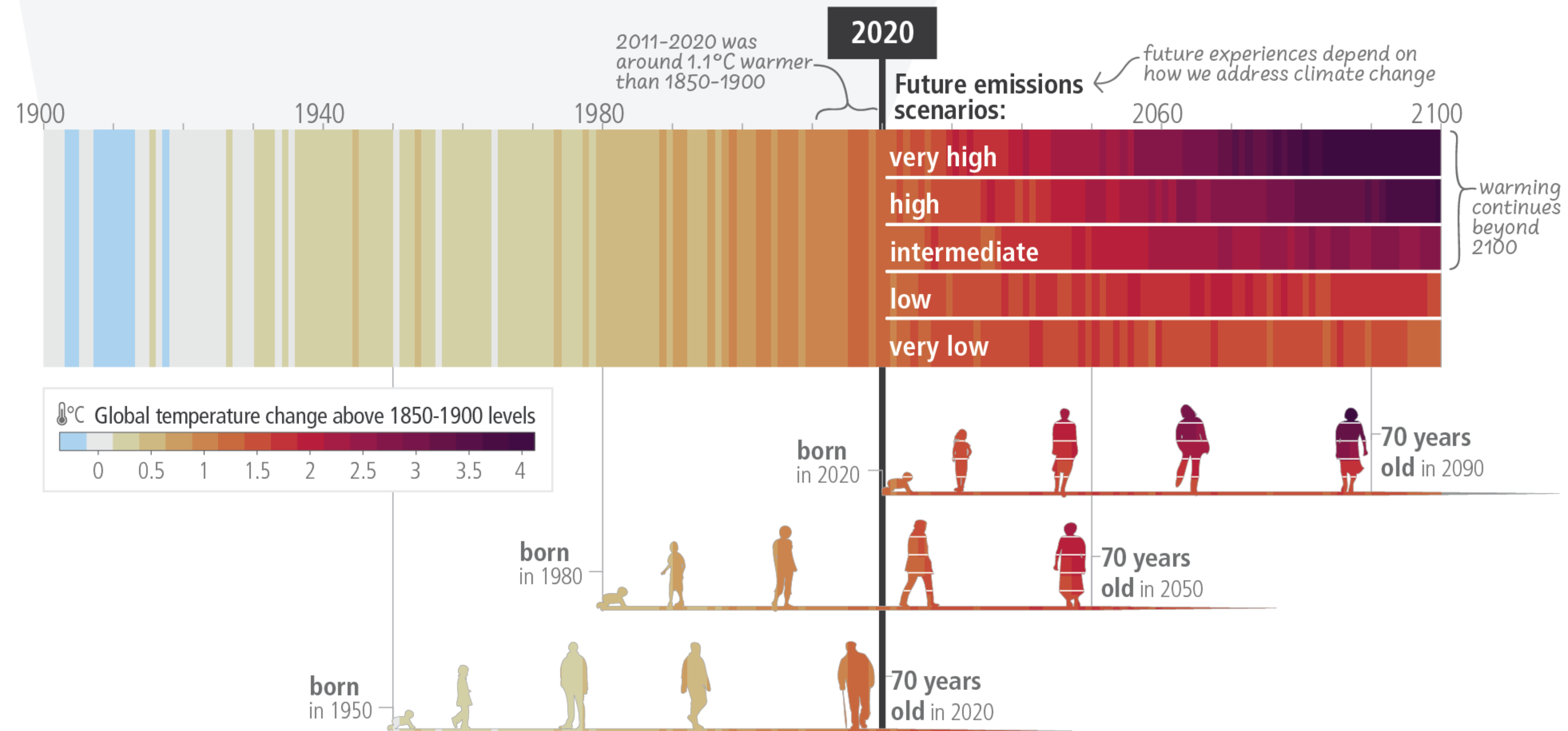
Pace and scale of climate action are insufficient to tackle climate change

Limiting warming to 1.5°C and 2°C involves rapid, deep and in most cases immediate greenhouse gas emission reductions

Net zero CO₂ and net zero GHG emissions can be achieved through strong reductions across all sectors

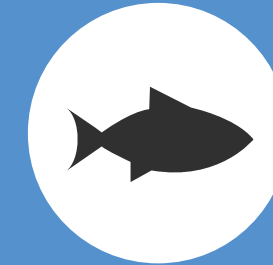
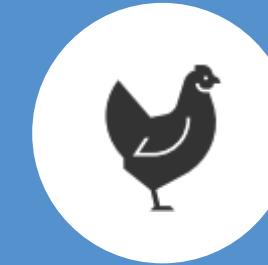
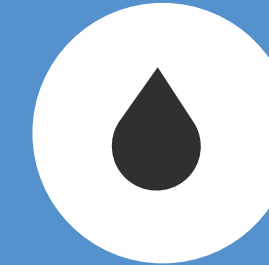


c) The extent to which current and future generations will experience a hotter and different world depends on choices now and in the near-term

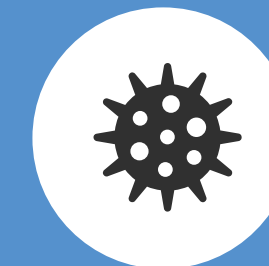


Adverse impacts from human-caused change will intensify

Water scarcity and food production



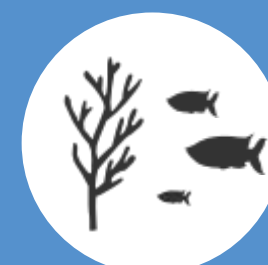
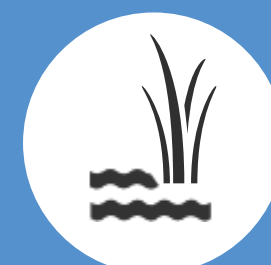
Health and wellbeing



Cities, settlements and infrastructure

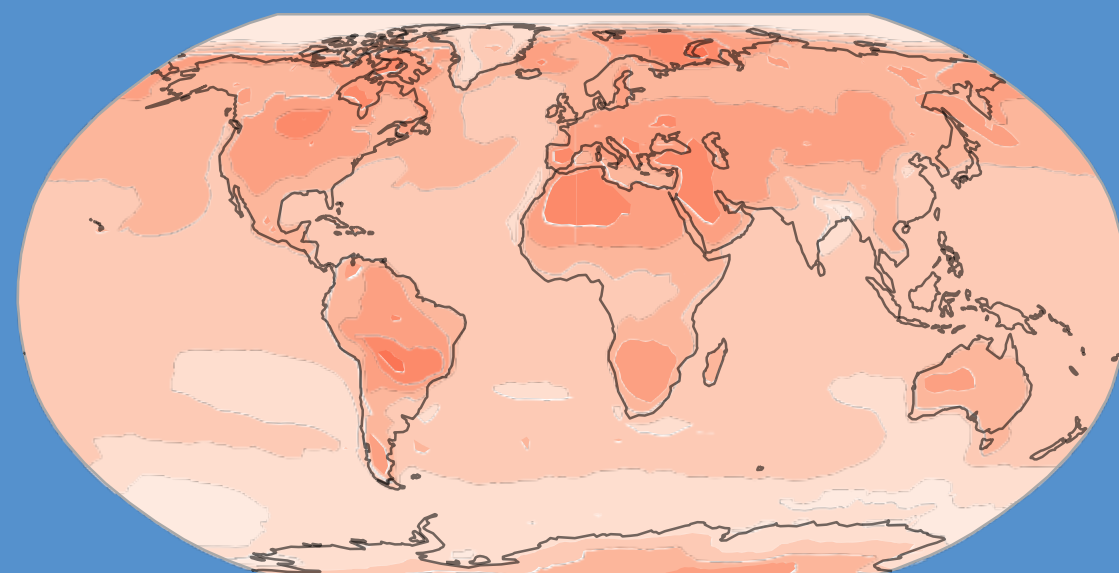


Ecosystem structure, species range shifts and changes in time

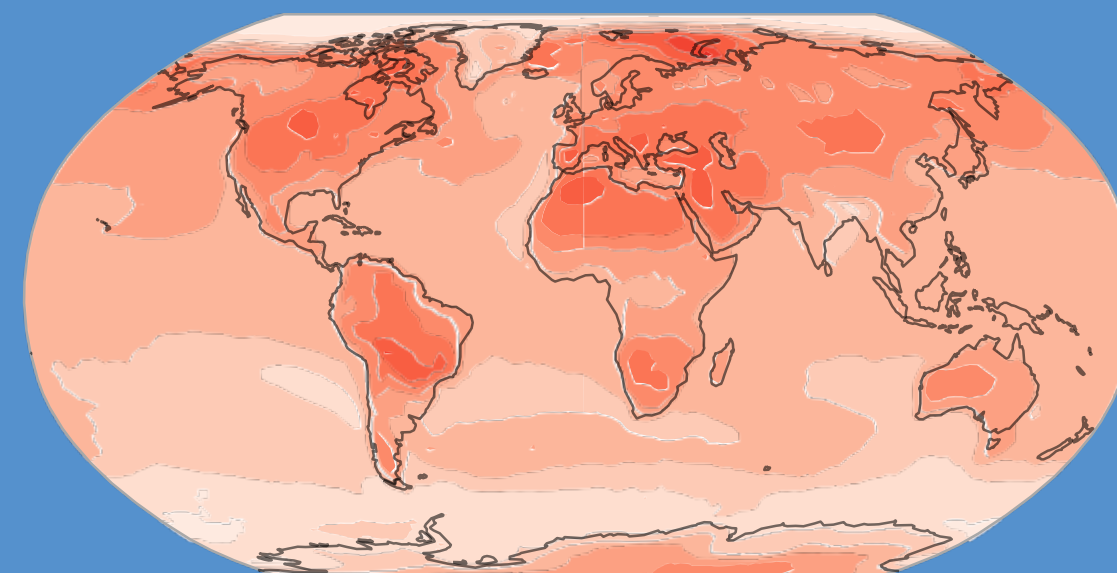


Extremes become more widespread and pronounced with every increment of warming

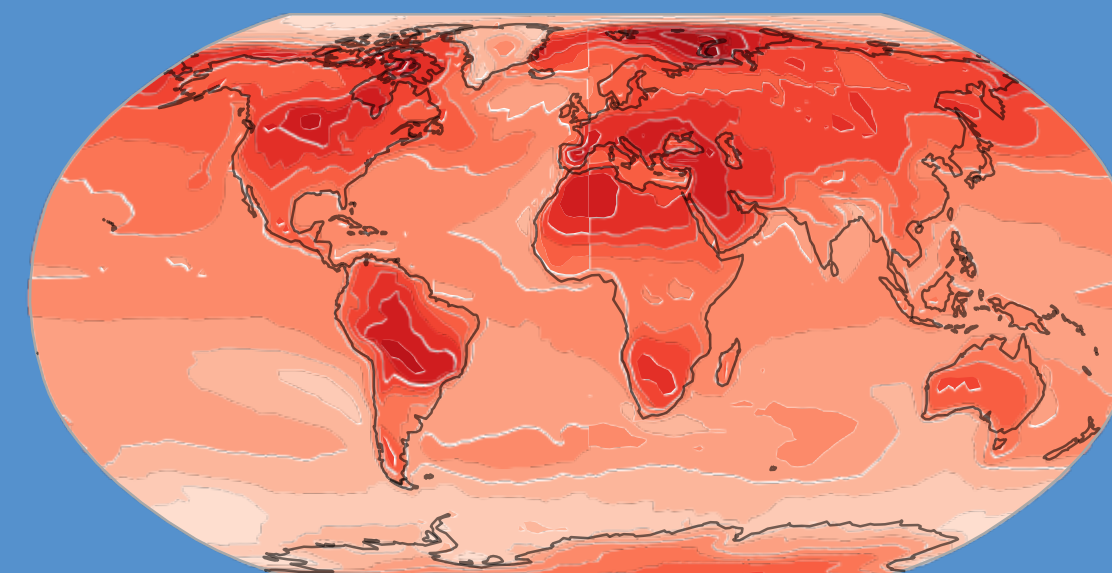
+1.5°C



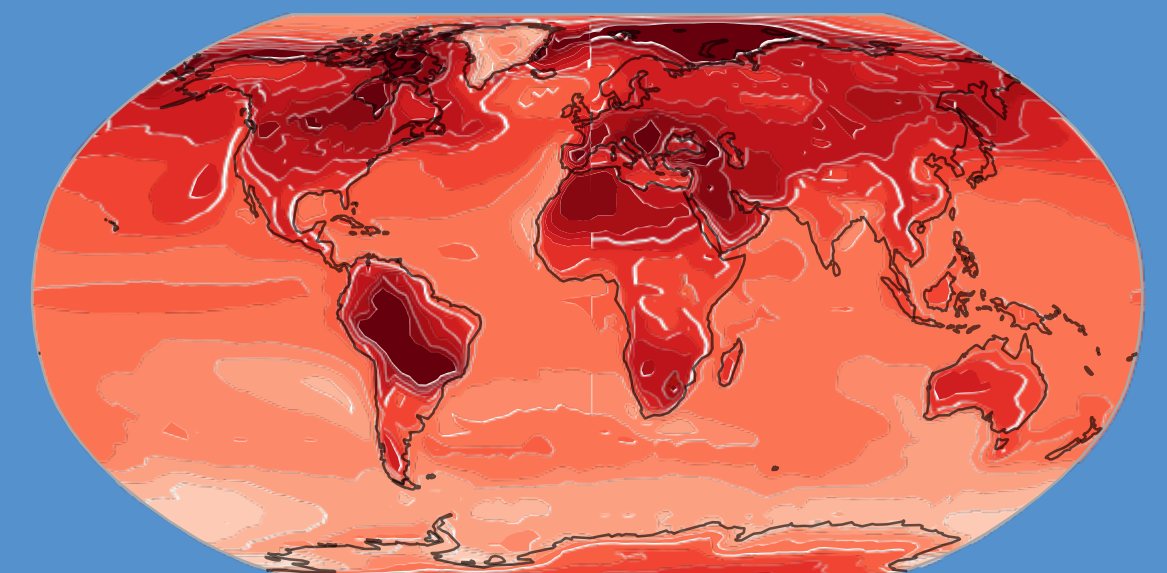
+2°C



+3°C



+4°C



The hope

The hope

Mainstreaming effective and equitable climate action now will reduce losses and damages **for nature and people.**

Climate action provides co-benefits.

Multiple, feasible and effective options are available **to reduce GHG emissions and adapt to human-caused climate change.**

The challenge

- Cut emissions quickly, sharply to create a safer, sustainable world
- Scale up practices and infrastructure to enhance resilience
- Cut global GHG emissions by nearly half by 2030
- Action required along numerous dimensions

The path forward is clear

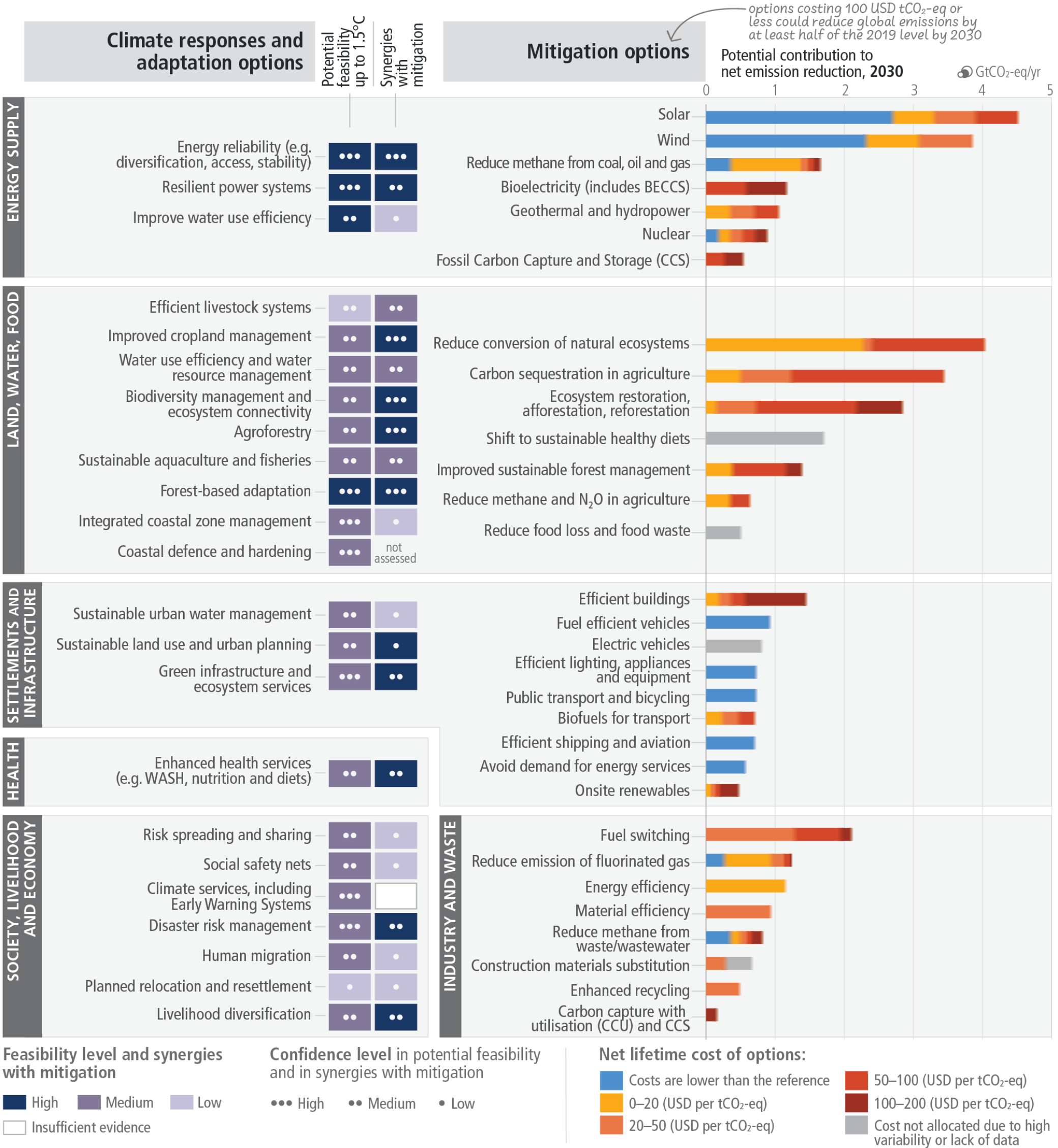
Tried and tested
options available now

Need to be designed
for diverse contexts

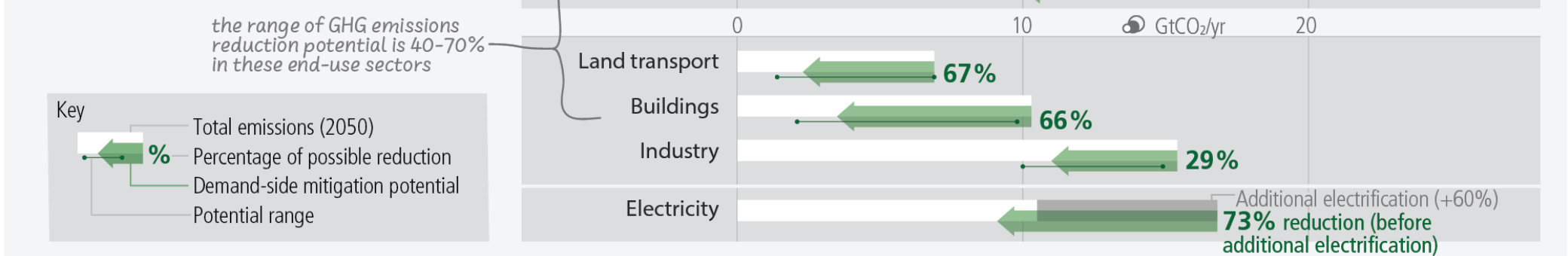
Need to be scaled up
and applied widely

There are multiple opportunities for scaling up climate action

a) Feasibility of climate responses and adaptation, and potential of mitigation options in the near-term



b) Potential of demand-side mitigation options by 2050



Fairness is one of the solutions

- Those who contributed the least to climate change are often the most vulnerable to its impacts.
- Millions exposed to acute food insecurity, reduced water security.
- Biggest impacts in parts of Africa, Asia, Central/South America, LDCs, Small Islands, Arctic.
- People in highly vulnerable areas up to 15x more likely to die in floods, droughts, storms (compared to those in most resilient areas)

Increased financing for climate action

- 3-6 times the current climate investment
- But there is enough global financing to rapidly reduce emissions
- Developing countries require external funding to meet adaptation needs
- Options are available to scale up financing

The way forward:

Climate-resilient development

Integrating measures to adapt to climate change with actions to reduce emissions in ways that provide wider benefits:

- Improving peoples' health and livelihoods
- Reducing poverty and hunger
- Clean energy, water and air

Enablers for effective climate action

Political
commitment

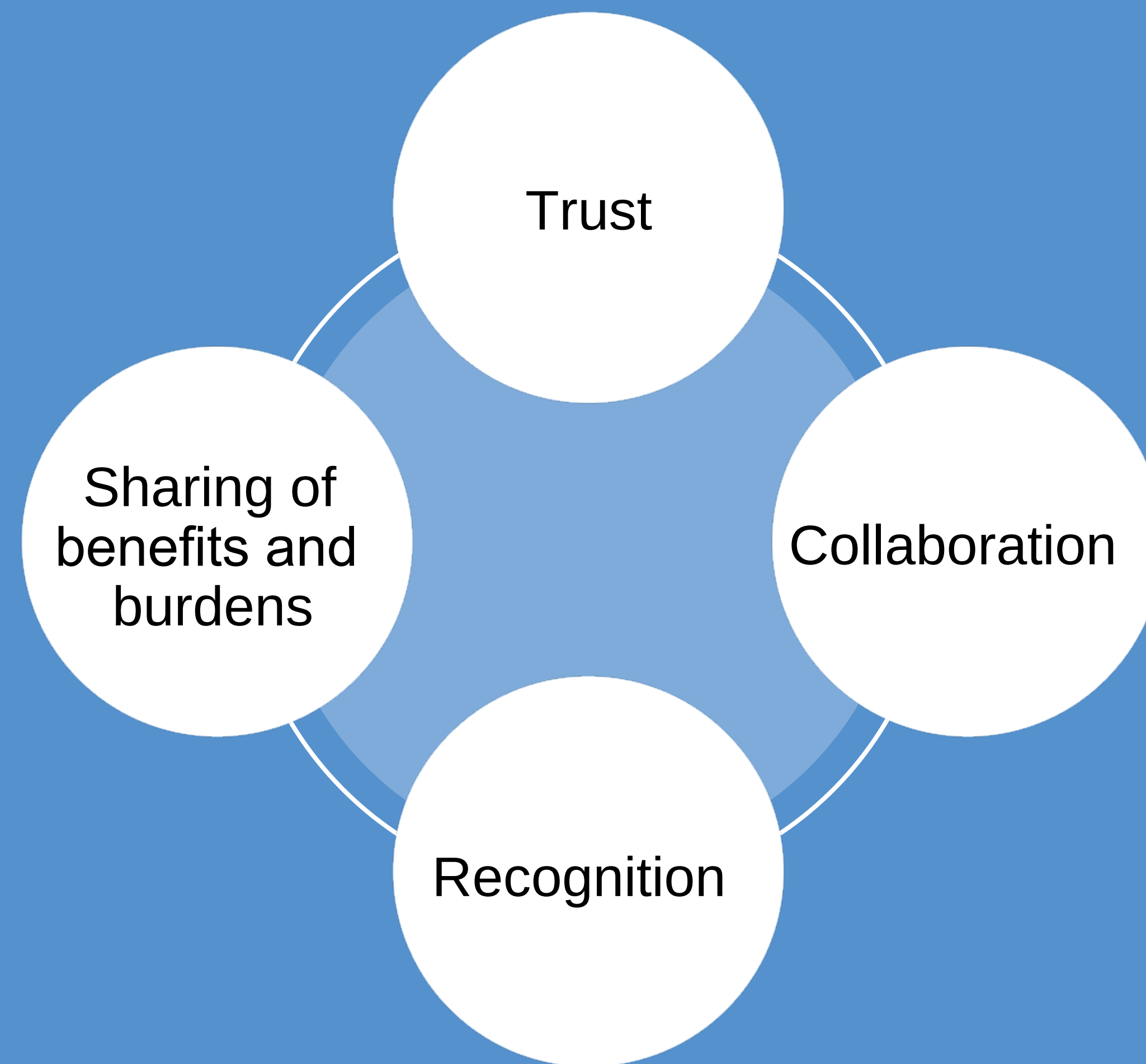
Inclusive
governance

International
cooperation

Effective
ecosystem
stewardship

Sharing of
diverse
knowledge

Human factors also enable action



that some can contribute more than others



**Our choices will
reverberate for
hundreds,
even thousands,
of years.**